

Credit Suisse Baromètre des préoccupations 2018

58%

estiment que l'égoïsme compromet l'identité suisse et qu'il pourrait entraîner la disparition des associations.

En activité depuis 1845, la MILICE DES SAPEURS-POMPIERS DE BÂLE compte 115 membres et soutient les professionnels du métier. Elle intervient en cas d'incendie ou d'événement naturel, transporte de l'eau sur de longues distances, met en place et gère un bureau sanitaire mobile, assure des veilles de sécurité, etc.



La Suisse compte 5 357 836 électeurs. Qu'est-ce qui les préoccupe ?
À qui font-ils confiance ? Quelles valeurs leur tiennent à cœur ?
Le Baromètre des préoccupations prend la température.

DES SOLUTIONS SONT NÉCESSAIRES



Si le Baromètre des préoccupations permet au grand public de se forger une opinion, il contribue aussi à dresser un inventaire politique pour la Suisse après plus de quarante ans de sondages. Chaque

année, il présente les opinions et ressentis des Suisses et a probablement été à l'origine de plusieurs initiatives politiques par le passé. « Le Baromètre des préoccupations est un instrument politique capital pour la Suisse, affirme Ignazio Cassis, conseiller fédéral. Il met en lumière les évolutions et les corrélations sur une période prolongée, ce qui me paraît plus pertinent qu'un sondage ponctuel ancré dans l'actualité » (à partir de la page 58).

En effet, le principal résultat du sondage de cette année ne peut être envisagé que sur le long terme. Depuis 1976, le chômage était la première préoccupation des deux tiers des personnes interrogées. En 2018, pourtant, il n'occupe plus que la sixième place du classement; désormais, seuls 22% des sondés estiment qu'il s'agit du problème le plus important de la Suisse.

L'emploi est donc considéré comme acquis. Il reste néanmoins beaucoup à faire, au paradis helvétique... et des décisions politiques importantes à prendre: les électeurs réclament notamment des solutions pour l'AVS, les caisses-maladie et les relations avec l'Europe. Je vous souhaite bonne lecture.

Manuel Rybach

Global Head of Public Affairs and Policy

1 Les préoccupations des Suisses (p. 54)

Ignazio Cassis, conseiller fédéral

« La prospérité n'est jamais acquise. » (p. 58)

Spécial: prévoyance vieillesse (p. 60)

2 Confiance et politique (p. 63)

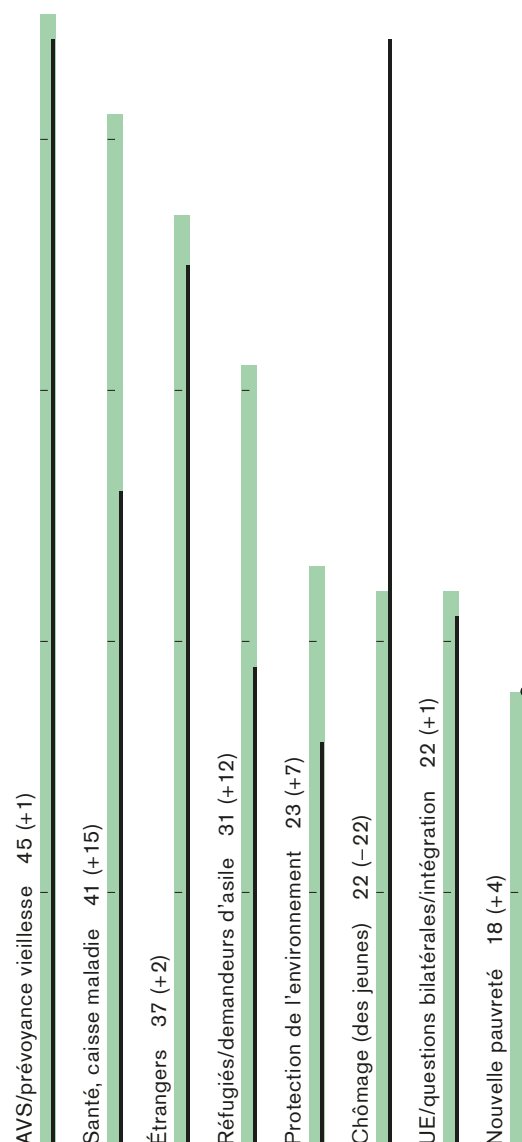
3 Étranger/UE (p. 66)

Franziska Tschudi Sauber, entrepreneur

« J'attends que souffle un vent de renouveau. » (p. 68)

4 Une identité menacée (p. 69)

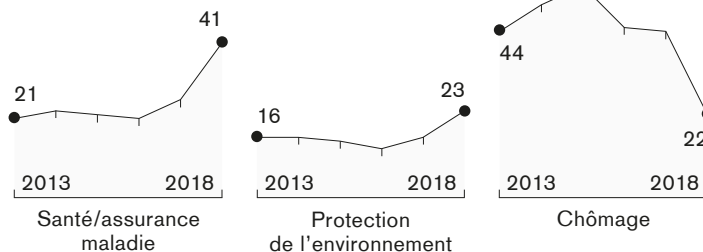
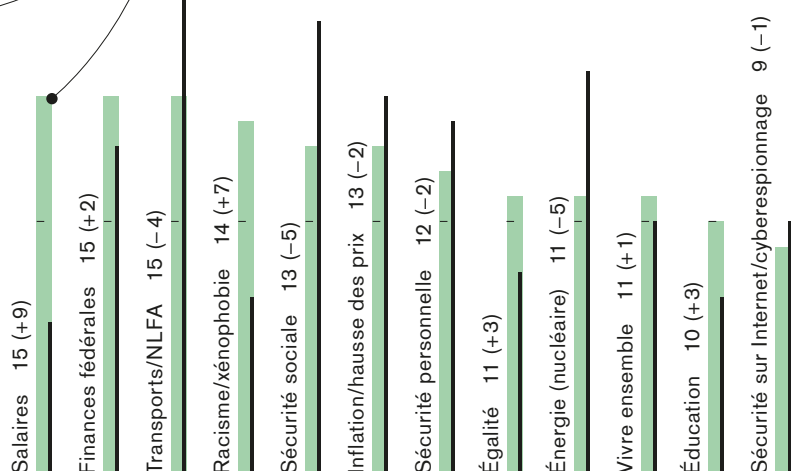
1



Nouvelles priorités

Le chômage perd en importance, la numérisation occasionne peu de craintes de chômage. Les problèmes les plus pressants: rente, santé et migration.

Une personne interrogée sur six a des soucis d'ordre matériel.



1.1 Politique intérieure avant tout

BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS « Choisissez les cinq thèmes qui sont, selon vous, les problèmes les plus importants de la Suisse. »

■ 2018 ■ Année précédente [en %]

Depuis le premier Baromètre des préoccupations du Credit Suisse de 1976, la question portant sur les principaux problèmes en Suisse est au cœur de l'étude et livre une perspective unique sur le sentiment des électeurs. Longtemps resté en haut du classement, le chômage est descendu à la 6^e place dans l'édition actuelle, un résultat frappant. [fig.1.1](#)

Mais voyons d'abord le haut du classement : 45% (+1 point de pourcentage) considèrent l'AVS/la prévoyance vieillesse comme la principale préoccupation et donnent également la priorité absolue à la garantie des rentes [fig. 1.3](#). Il est possible que le débat à l'occasion de la réforme AVS – un échec – en soit la principale raison (voir article Focus p. 60).

La santé et les assurances maladie figurent au 2^e rang (41%, +15 pp). Tout comme les rentes, cette question a gagné beaucoup de terrain ces deux dernières années et arrive en 2^e position parmi les priorités politiques. Point intéressant : les deux domaines ont connu une évolution parallèle ces trente dernières années, avec une forte montée en

puissance entre la fin des années 1980 et l'an 2000 pour dépasser largement les 50%. Mais suite au 11-Septembre, à l'éclatement de la bulle Internet et à la hausse de l'immigration, d'autres thèmes sont passés au premier plan. En 2016, moins de 30% des sondés considéraient l'AVS et la santé comme un problème.

Les rentes et la santé sont suivies par les thèmes migratoires, les étrangers (37%, +2 pp) et l'asile (31%, +12 pp). Ces préoccupations repartent à la hausse pour la première fois depuis trois ans à une période où le solde migratoire et le nombre de réfugiés reculent légèrement.

La protection de l'environnement (23%, +7 pp) occupe la 5^e place. Une nouvelle fois en progression depuis 2016, elle n'a toutefois plus la même importance que dans les années 1970 et 1980 où elle était régulièrement considérée comme l'un des plus gros problèmes de la Suisse par 70% des répondants. « Cette année, indique Lukas Golder, directeur de



18%

s'inquiètent de la nouvelle pauvreté en Suisse, contre 14% en 2017.

La CROIX-ROUGE SUISSE (CRS) offre son soutien dans différents domaines: aide, santé/intégration, sauvetage/recherche, formation. Elle a été fondée en 1866 et ses magasins de seconde main (photo) permettent aux personnes à faibles revenus de s'habiller à moindre coût.

l'étude travaillant au gfs.bern, l'été très chaud et sec pourrait avoir sensibilisé la population, le changement climatique ayant été très médiatisé.»

Néanmoins, la grande surprise de cette année vient de la perte de vitesse historique du chômage. Le Baromètre des préoccupations a été lancé il y a 42 ans. Sur les 37 éditions précédentes (à l'origine, l'étude était menée tous les deux ans), le chômage est arrivé 24 fois en tête. En moyenne, il a été considéré par presque 60% des sondés comme le problème le plus important de la Suisse. Mais cette année, le chômage n'arrive qu'en 6^e position, cité par 22% des sondés (-22 pp par rapport à l'année précédente). Dans l'histoire du Baromètre des préoccupations, une telle valeur n'a été atteinte qu'une fois : dans l'euphorie qui a suivi la chute du Mur, le taux de chômage est descendu à 0,5% et le taux de préoccupation correspondant à 21% (1990). Aujourd'hui également, le taux de chômage est assez faible (2,4%, août 2018). En conséquence, le chômage a aussi reculé dans la liste des priorités politiques fig. 1.3.

Les sondés envisagent l'avenir avec optimisme. Malgré la numérisation et la menace qu'elle représente pour l'emploi, 75% d'entre eux jugent peu probable que leur travail soit automatisé dans les vingt prochaines années. Par contre, ils se montrent plus ambivalents sur les conséquences fondamentales des nouvelles technologies fig. 1.2. Les jugements positifs comme critiques remportent de nombreux suffrages. « Les nouvelles technologies améliorent la qualité de vie », « offrent un meilleur aperçu du marché du travail et augmentent les chances », « il est plus facile d'être repéré par de potentiels employeurs »...

au moins 60% des sondés sont d'accord avec ces propositions. Les jugements critiques, quant à eux, ne sont pas en reste avec « les nouvelles technologies apportent un certain confort dans la société », « simplifient le contrôle étatique », « rendent notre société plus vulnérable » et « provoquent des maladies psychiques ».

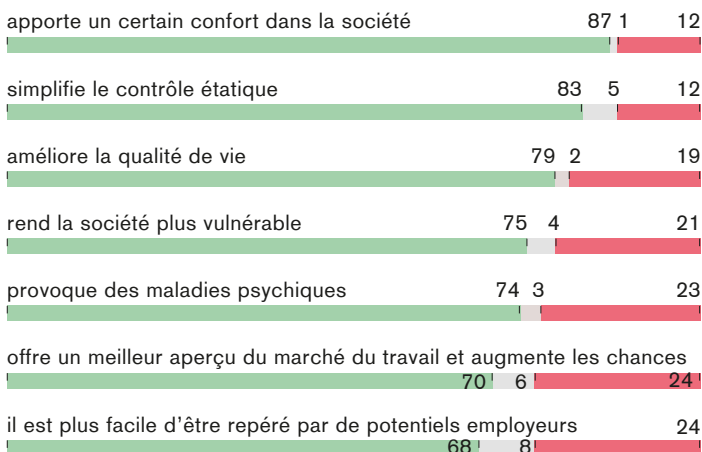
L'emploi est assuré, les opportunités et les risques de la numérisation sont connus... donc tout va bien, sur le marché du travail suisse ? Pas tout à fait. Les doutes liés à la nouvelle pauvreté (18%, +4 pp) et aux salaires (15%, +9 pp) ont augmenté ; un sondé sur six a des soucis d'ordre matériel. M. Golder l'interprète comme « le signe que les inégalités se creusent et que le nombre de « working poor » augmente ». Ce phénomène pourrait tenir au fait que les salaires réels augmentent très lentement et ont même un peu diminué récemment malgré une conjoncture favorable. ■

75% jugent peu probable que leur emploi soit remplacé par des robots, de nouvelles technologies ou des logiciels intelligents dans les vingt prochaines années.

1.2 Opportunités et risques

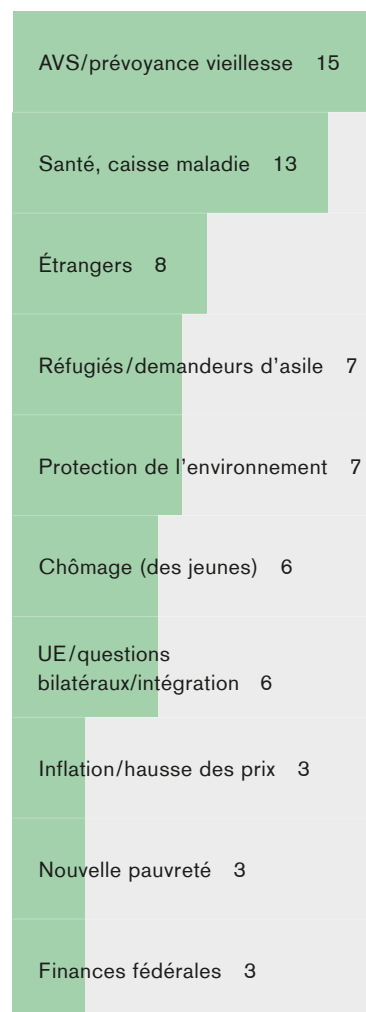
NUMÉRISATION « Quel est l'impact de la technologie sur votre vie quotidienne et sur l'avenir de votre emploi ? »

■ tout à fait / plutôt d'accord ■ ne sait pas / nspp
■ plutôt pas / pas d'accord [en%]



1.3 Beaucoup à faire

PRIORITÉS POLITIQUES « À quel problème la Suisse devrait-elle s'attaquer en premier ? » [en%]



« La prospérité n'est jamais acquise »

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis s'inquiète pour la place économique suisse, souhaite remédier au perfectionnisme et plaide en faveur des accords bilatéraux.

Interview Manuel Rybach



Ignazio Cassis (57 ans) est chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) depuis 2017. Avant son entrée au Conseil fédéral, ce docteur en médecine a présidé le groupe parlementaire PLR dont il était membre depuis son élection au Conseil national en 2007.

Cette interview a été réalisée le 12 septembre 2018 (NDLR).

Monsieur le conseiller fédéral, les rentes, la santé, les caisses-maladie et les questions migratoires constituent les principales préoccupations des électeurs. Comment interprétez-vous ces inquiétudes ?

Il s'agit des préoccupations classiques des pays riches. L'immigration, le chômage et la prévoyance vieillesse touchent les thématiques clés de notre société : la sécurité, l'autonomie et la sécurisation de notre prospérité. Il convient de noter que le thème de la santé et des caisses-maladie suscite à nouveau des discussions virulentes, bien que l'intensité du débat sur la hausse des primes d'assurance-maladie n'ait pas faibli depuis des années.

À quoi cela pourrait-il tenir ?

De toute évidence, les préoccupations dépendent aussi de la situation et des actualités. D'autres problématiques, telles que la question des étrangers, des réfugiés et du chômage, étaient considérées ces dernières années comme bien plus importantes que la santé.

L'immigration a toutefois reculé et le chômage est actuellement bas.

Quels sont, selon vous, les principaux problèmes du pays ?

Je suis fondamentalement préoccupé par la place économique suisse. Nous ne devons pas considérer que notre richesse tombe du ciel, car la prospérité n'est jamais acquise. Elle relève de la responsabilité de tous.

Quels sont les facteurs décisifs pour la réussite de la place économique suisse ?

Trois conditions me paraissent essentielles : l'ouverture des marchés, l'encouragement de l'esprit d'initiative et l'innovation. Et ce dernier point nécessite un véritable changement de mentalité. Du fait de la prospérité, les Suisses souffrent de perfectionnisme aigu. Or l'innovation est synonyme de prise de risques et d'erreurs. Nous devons donc développer une culture de l'erreur qui n'est pas négative, mais productive.

L'Europe occupe la 7^e place au Baromètre des préoccupations. Si 40 % de la population s'inquiétaient de l'UE/des accords bilatéraux/de l'intégration entre 1985 et 1990, ce chiffre est tombé à 22 % aujourd'hui. La population sous-estime-t-elle l'importance des liens avec l'UE ?

Je ne crois pas. J'ai plutôt l'impression que les tensions autour de ces thèmes se sont apaisées. Il y a un an, dans le sprint final de l'élection du Conseil fédéral, l'agitation entourant les « juges étrangers » et la « fin de la démocratie directe » était bien plus vive qu'aujourd'hui. La population a depuis compris qu'il s'agissait de réglementer l'accès au marché et non pas

de saper la démocratie, comme certains l'ont prétendu. C'est aussi peut-être le résultat du grand travail de sensibilisation lancé cette année par les associations économiques et mené conjointement avec la sphère politique.

À la question sur l'avenir de la relation entre la Suisse et l'UE, posée à l'été 2018 lors de l'enquête, 65% des sondés ont répondu vouloir conserver les accords bilatéraux, considérés comme importants, voire très importants par 82% d'entre eux. Comment envisagez-vous l'avenir de cette relation ?

Grâce aux accords bilatéraux, la Suisse souhaite bénéficier du meilleur accès possible au marché intérieur avec une souveraineté maximale, répondant ainsi à deux buts fondamentaux de notre Constitution : la prospérité et l'indépendance. Si ces accords restent à nos yeux la voie à suivre, le consentement de l'UE est également nécessaire. Pour un mariage, il faut être deux. Nous travaillons pour cela sur l'accord-cadre institutionnel – et à l'instar de l'UE, nous cherchons également à obtenir des conditions optimales.

Plus de 50% des sondés pensent que les relations commerciales avec des pays tiers comme la Chine ou les États-Unis pourraient combler les pertes si jamais l'accès au marché unique venait à se détériorer pour l'économie suisse. Est-ce réaliste ?

En théorie, cela serait possible. Mais dans les faits, il faudrait beaucoup de temps. Les entreprises ne peuvent pas changer aussi rapidement de modèle d'affaires ni de clientèle. En outre, « combler » manque d'ambition. Je vise la croissance tant avec l'UE qu'avec des pays tiers – pour que la Suisse puisse encore tirer son épingle du jeu. C'est pourquoi nous devons entretenir l'essentiel de nos relations commerciales avec l'UE dans les prochaines décennies, surtout avec nos pays frontaliers, dont l'importance ne doit pas être sous-estimée.

Dans quelle mesure ?

Trois exemples : le volume de nos échanges avec nos régions frontalières est supérieur d'environ 25% au volume total échangé avec tous les pays BRICS réunis, soit le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Même constat chiffré pour le volume réalisé avec le

Bade-Wurtemberg et la Bavière par rapport à la Chine. Et nous échangeons bien plus avec la Lombardie qu'avec le Japon. Nous voulons bien entendu progresser sur les nouveaux marchés, mais il serait illusoire de penser que nous pourrions remplacer à court terme le marché européen par d'autres partenaires commerciaux éloignés.

69% souhaitent une attitude plus offensive des politiques à l'égard de l'étranger. Comment l'interprétez-vous ?

Je le comprends comme un appel exhortant la Suisse à montrer plus d'assurance et à exprimer plus clairement son attachement à notre souveraineté et à nos frontières. Longtemps contraire à l'air du temps, cette tendance resurgit progressivement en Europe. Une telle confiance en soi est importante, mais il ne faut pas se surestimer. Nous sommes ce que nous sommes : 8,5 millions de personnes au cœur de l'Europe, entourées par l'UE. Nous rayonnons sur les plans diplomatique et économique, mais nous ne sommes pas une puissance militaire mondiale. C'est pourquoi nous sommes tributaires d'accords multilatéraux.

Vous travaillez à la vision de la politique extérieure 2028. Que nous réserve l'avenir ?

La mondialisation fait actuellement face à un retour de balancier et les frontières occupent à nouveau une place plus importante. Il en résulte un monde multipolaire et instable avec différents acteurs en jeu. La Suisse doit donc positionner ses pions intelligemment et se montrer flexible, par exemple en engageant un dialogue ouvert avec tous les pays et en proposant ses bons offices. La multiplication des pôles accroît le risque de tensions. Et les Suisses sont les spécialistes de leur apaisement. Du fait de cette polarisation, il devrait aussi être plus difficile de voyager – contrôles plus nombreux, visas, etc. – avec, à la clé, davantage de travail pour nos services consulaires, malgré la numérisation : nous comptons chaque année 12,5 millions de voyages d'agrément à l'étranger, sans oublier nos quelque 800 000 expatriés.

Sur le front politique, les sondés envoient des signaux contradictoires : d'un côté, la confiance dans les institutions

politiques est exceptionnellement élevée, de l'autre, le sentiment d'échec politique se propage. Ils sont 45% à penser que la politique échoue souvent, contre 24% en 2017.

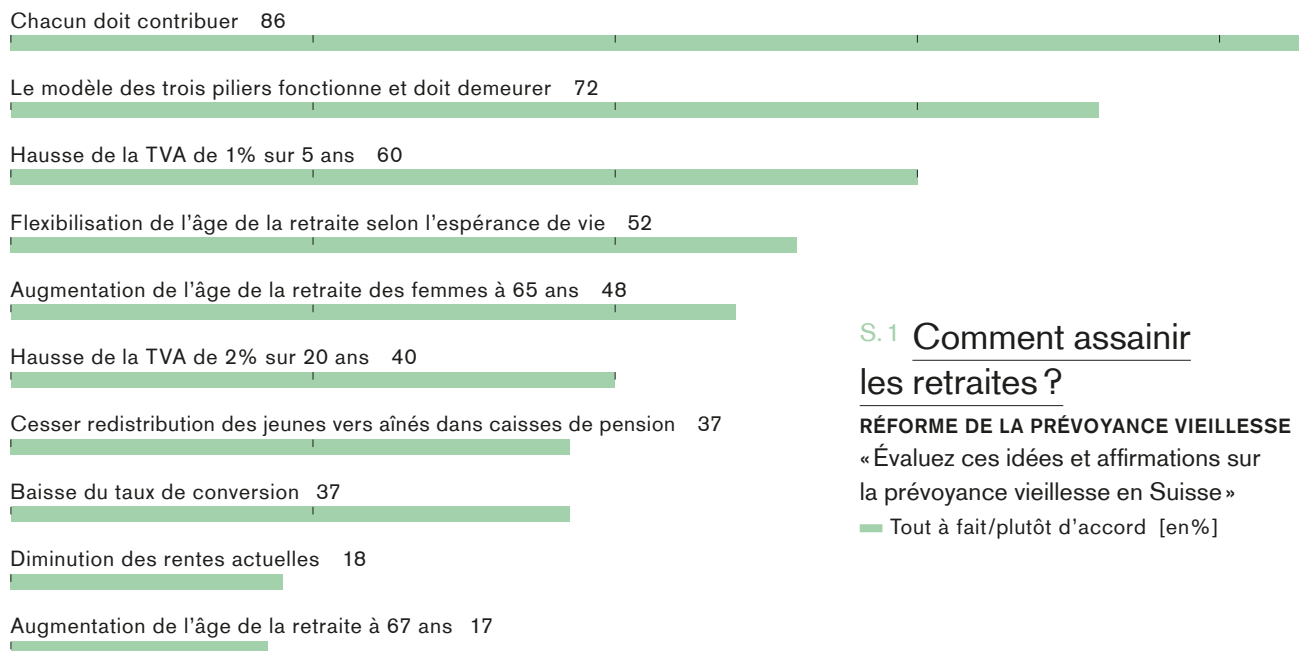
Je ne vois là aucune contradiction. Les institutions représentent l'infrastructure, la politique est le résultat. Nos mécanismes fonctionnent efficacement et sont à l'épreuve des crises. Mais le résultat – c'est-à-dire les décisions prises – fait les frais d'un sentiment d'insécurité croissant. Stagnation de la prospérité, multiplication des conflits mondiaux et attaques terroristes en Europe : ces questions peuvent susciter un sentiment d'échec politique. Nous nous trouvons dans une situation délicate, nous avons l'impression d'avoir moins de prise sur notre destin qu'il y a vingt ans.

Les Suisses sont très optimistes quant à l'avenir : seuls 7% anticipent une dégradation de notre situation dans les dix prochaines années. Partagez-vous cet optimisme ?

Absolument, car nous avons de bonnes raisons de l'être. Notre société et notre économie reposent sur des fondements solides. En tant que membre du gouvernement, aucun autre résultat de l'enquête n'aurait pu me faire plus plaisir. Il reflète la grande stabilité de la Suisse et la confiance généralisée de la population dans notre pays.

Vous avez étudié la médecine et exercé en tant que spécialiste en médecine interne. Quels enseignements ont été utiles pour la politique ?

Rudolf Virchow, pathologiste et homme politique allemand, a un jour déclaré : « La politique n'est rien d'autre qu'une médecine à grande échelle. » Je pense qu'il a raison. Les médecins et les politiciens présentent de nombreuses similitudes. Dans les deux cas, l'individu – avec ses contradictions, ses espoirs et ses peurs – est au centre de l'intérêt. Il est d'autant plus étonnant que je ne sois que le deuxième médecin à siéger au Conseil fédéral, après le Thurgovien Adolf Deucher. Élu vers la fin du XIX^e siècle, il est resté en fonction pendant près de trente ans. Un grand modèle (*pires*). ■



S.1 Comment assainir les retraites ?

RÉFORME DE LA PRÉVOYANCE VIEILLESSE

« Évaluez ces idées et affirmations sur la prévoyance vieillesse en Suisse »

■ Tout à fait/plutôt d'accord [en%]

La grande désillusion

L'AVS pose problème en Suisse. Même les réformes prévues ne suffisent pas, le pays devrait voir les choses en grand.

Texte Sara Carnazzi Weber et Oliver Adler

* Lien : credit-suisse.com/youthbarometer

Les Suisses sont de plus en plus préoccupés par la prévoyance vieillesse. Selon le Baromètre des préoccupations, environ 45% la citent comme le problème le plus important et le plus urgent pour le pays. La rente arrive désormais aussi en tête dans le Baromètre de la jeunesse*. Les personnes qui ne la connaîtront que dans quelques décennies sont déjà désillusionnées. Non sans raison.

L'AVS, premier pilier du système suisse de prévoyance vieillesse, dépense déjà plus qu'elle ne reçoit. Tous les scénarios montrent que dès 2020, les besoins financiers supplémentaires ne pourront plus être couverts par le système actuel. Selon de nouvelles projections des finances de l'AVS jusqu'en 2045, le déficit devrait même atteindre 220 milliards, sans réforme. Et dans la prévoyance professionnelle, le deuxième pilier, les actifs subventionnent la génération des retraités à hauteur de 5 milliards de francs par an en raison de promesses de rentes trop élevées. Quand elles ne sont pas limitées par la loi, les caisses de pension exploitent davantage leurs marges de manœuvre : les taux de conversion baissent dans le surobligatoire. Les futurs retraités doivent donc s'attendre à de plus faibles prestations vieillesse de leur capital épargné. Pas surprenant alors que le troisième pilier, exempt de financement croisé, suscite plus de satisfaction que les autres (S.2).

Le problème de base de la prévoyance vieillesse est simple et identifié de longue date. Nous vivons plus longtemps en meilleure santé. Les employés

45%

voient la prévoyance vieillesse comme le plus gros problème de la Suisse.

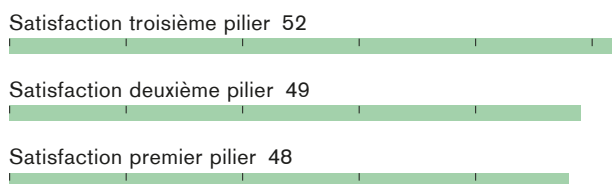
Le FITAS WANDERCLUB 55PLUS de Zoug organise des journées et des semaines de randonnée, ainsi que des journées culturelles. Fondé en 2002, il compte environ 120 membres. Les randonneurs ne sont plus tout à fait jeunes, mais Fitas le souligne : « Nous sommes un club de randonnée et il nous arrive donc aussi de nous lancer dans des excursions plus exigeantes. »



S.2 De préférence privée

MODÈLE DES TROIS PILIERS « Indiquez votre niveau de satisfaction sur une échelle de 0 à 10. »

■ Satisfait [valeurs supérieures à 6, en%]



payent et épargnent pour la retraite sur la même durée, voire pendant moins longtemps (retraites anticipées et entrée plus tardive dans le monde du travail liée aux études). À l'introduction de l'AVS en 1948, la proportion était de plus de six actifs pour un retraité, elle est encore d'environ 3/1 et devrait passer à 2/1 en 2045.

Après l'échec de la réforme Prévoyance vieillesse 2020 l'année dernière, le Conseil fédéral a travaillé sur un nouveau modèle. Il prévoit notamment de sécuriser l'AVS en augmentant l'âge de la retraite des femmes à 65 ans ainsi que la TVA et les cotisations salariales. Le premier pilier devrait également recevoir deux milliards de francs de recettes en plus par an pour compenser la plus faible imposition des entreprises dans le cadre du projet fiscal. Si ces mesures permettraient de donner du répit à l'AVS, elles ne garantissent pas son financement à long terme, avec un déficit de 55 milliards jusqu'en 2045. La non moins importante réforme de la prévoyance professionnelle a été repoussée.

L'on peut arguer que le déficit n'est pas colossal. Mais au vu des 220 milliards de francs de dettes prévues sans réforme, la Confédération devrait payer en moyenne par an, jusqu'en 2045, le double de

ce qu'elle dépense pour l'éducation. Des moyens qui ne sont pas disponibles pour d'autres postes assurant la prospérité du pays. L'addition sera salée pour les générations futures.

TOUT POUR VOIR GRAND Il est souhaitable d'être ambitieux en matière de politique de prévoyance, de prendre des décisions visionnaires qui tiennent compte du vieillissement démographique en augmentant progressivement l'âge de la retraite, mais aussi de l'évolution des schémas de vie. Les frontières entre les différentes phases de la vie s'estompent : celle entre études et activité professionnelle du fait des périodes d'apprentissage plus longues et de la formation continue, celle entre vie active et retraite du fait de la flexibilisation de la sortie du monde du travail. De nouvelles formes de travail gagnent du terrain et accentuent la pression sur le fonctionnement du système, notamment du pilier professionnel. La répartition traditionnelle des rôles hommes/femmes ne représente plus le modèle social dominant.

Les citoyens interrogés (S.1) estiment à une large majorité que « chacun doit contribuer » pour la réforme des retraites, ils plébiscitent le modèle des trois piliers et semblent ouverts à diverses solutions. Pays possédant l'une des plus grandes espérances de vie, un puissant secteur tertiaire et donc une petite part d'actifs soumis à un dur travail physique, la Suisse devrait mener une politique ambitieuse. Mais elle fait partie des pays de l'OCDE avec l'âge légal de départ à la retraite le plus bas et ainsi la plus longue durée de perception des rentes. La réforme prévue ne va pas y changer grand-chose. ■

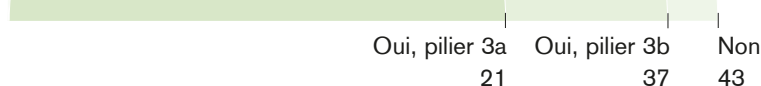
Sara Carnazzi Weber dirige Swiss Sector and Regional Analysis et Oliver Adler est Chief Economist Switzerland au Credit Suisse.

Études complémentaires « Place financière suisse 2018 : de la crise à la croissance », mai 2018 • « Prévoyance professionnelle : capital ou rente ? », 2018 • « Prévoyance vieillesse privée : épargne 3a en Suisse », 2018

À télécharger sur : <http://publications.credit-suisse.com/index.cfm/publikationen-shop/>
→ Marchés et tendances → Économie suisse

S.3 La majorité assure sa propre prévoyance

TROISIÈME PILIER « Avez-vous une prévoyance privée (troisième pilier) ? » [en%]



« Au travail ! »

La confiance que les Suisses ont dans leurs institutions est presque inégalée dans le monde. L'armée et la police ont encore progressé, la politique est à la peine.

La qualité des institutions est considérée comme la clé de voûte du modèle helvétique. La fermeté du franc suisse est l'une des preuves que les investisseurs internationaux croient à la stabilité du pays. Et la confiance de la population dans ses institutions est immense en comparaison avec le reste du monde : d'après l'OCDE, nulle part ailleurs, les citoyens ne font autant confiance à leur gouvernement (80%, moyenne : 43%). Selon l'Enquête sociale européenne, les Suisses estiment que la

police prend des décisions justes et équitables, seuls quatre des vingt pays étudiés font légèrement mieux.

Et la confiance dans les institutions est très étendue : le pouvoir judiciaire (Tribunal fédéral) affiche la cote de confiance la plus élevée dans le Baromètre des préoccupations (ill. 2.1), suivi par l'exécutif et ses organes (Conseil fédéral, administration, police, armée) et le législatif (Conseil national et Conseil des États). La Banque nationale suisse, les groupements de travailleurs, la presse

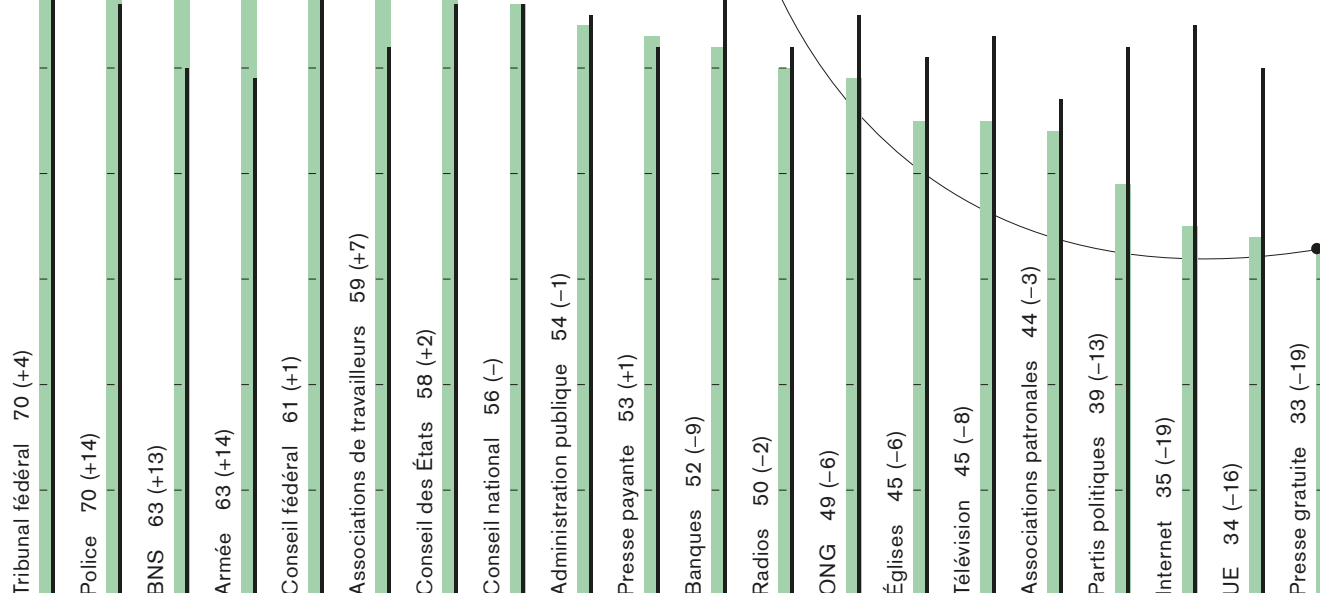
En tête :
le Tribunal fédéral
à Lausanne

Les grands perdants :
journaux gratuits, Internet,
UE et les partis

2.1 Ce en quoi nous croyons

CONFIANCE « À l'aide de cette échelle, dites quel est votre niveau de confiance envers chaque institution. »

■ 2018 ■ Année précédente [en %]



70%

des citoyens suisses font confiance à la police.

Fondée en 1902, LA POLIZEIMUSIK ZÜRICH-STADT est un groupe amateur de 76 membres qui joue de la musique de divertissement. Son objectif est de promouvoir les bonnes relations entre la police et la population et d'offrir à ses membres une alternative à la frénésie quotidienne.



payante et les banques font partie des institutions auxquelles plus de la moitié de la population accorde sa confiance.

Les grands gagnants de cette année sont la police et l'armée (+14 pp pour les deux). Le nombre de délits diminue depuis des années, ce qui pourrait être attribué à la police. L'armée pourrait bénéficier des incertitudes géopolitiques croissantes. Sa cote de confiance n'a cessé de grimper depuis 2004 (31%) pour s'établir aujourd'hui à 63%. Les deux institutions progressent aussi depuis des années dans une étude comparable menée par l'armée et l'EPF (« Sécurité 2018 »).

La Banque nationale suisse a également connu une forte hausse de confiance (63%, +13 pp), même si ce résultat tient plus à la baisse enregistrée l'année dernière. Elle a déjà régulièrement atteint un taux de confiance de 60% et plus.

LES PERDANTS Alors que la plupart des médias se sont plus (presse payante) ou moins (radios et TV) maintenus, les journaux gratuits ont dévié (33%, -19 pp), ce qui fait écho au résultat du Baromètre de la jeunesse* du Credit Suisse, dans lequel les 16-25 ans indiquent utiliser de moins en moins les médias gratuits. Internet subit une baisse similaire (35%, -19 pp). Cette évolution pourrait également s'expliquer par l'omniprésence du débat sur les fake news au cours des douze derniers mois. La confiance dans l'Union européenne a également faibli (34%, -16 pp). Les sondés ont une attitude ambivalente à l'égard de l'Europe.

Plus d'informations à ce sujet dans le chapitre sur les relations extérieures de la Suisse (voir p. 66).

Enfin, l'image des partis politiques s'est sensiblement dégradée (39%, -13 pp), ce qui correspond au classement des préoccupations (voir p. 54) : les principaux problèmes et priorités de la Suisse résident dans des thèmes « intérieurs » tels que l'AVS ou les caisses-maladie. En conclusion, on peut supposer que les sondés estiment que les politiques ne se sont pas complètement acquittés de leurs devoirs. Mais il y a aussi d'excellentes nouvelles pour le monde politique : l'intérêt qu'il suscite n'a jamais été aussi élevé (ill. 2.3), 29% sont très intéressés et 45% plutôt intéressés par la politique. Les citoyens semblent conscients des problématiques à venir et sont prêts à participer activement à leur résolution.

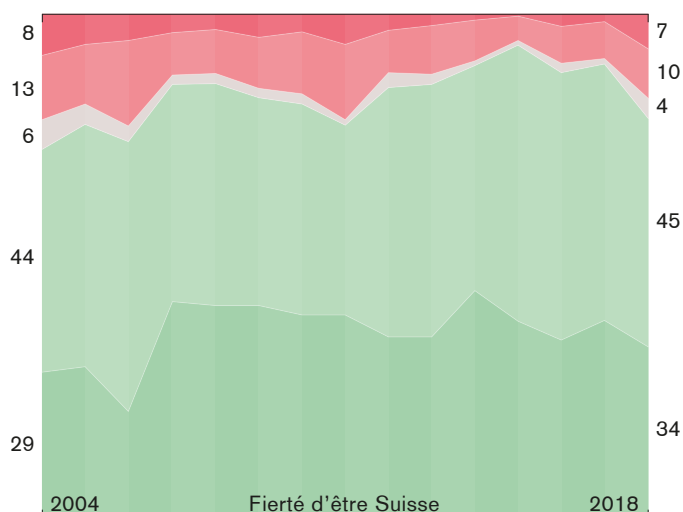
La fierté d'être Suisse (ill. 2.2) a sensiblement reculé (79%, -11 pp), ce qui cadre avec la défiance envers la politique. Ce taux faible rejoint les niveaux atteints dans le sillage de la crise financière (2011). Bref, les exigences des sondés envers les institutions pourraient se résumer ainsi : « Il y a beaucoup à faire : au travail ! » ■

*Lien : credit-suisse.com/youthbarometer

2.2 Baisse de l'orgueil national

SUISSE « Êtes-vous fier/fière d'être Suisse ? »

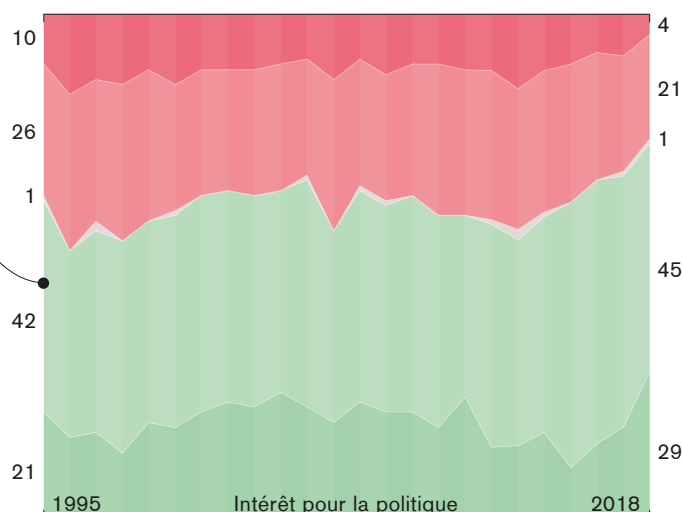
■ très fier ■ assez fier ■ ne sait pas/ne se prononce pas
■ un peu fier ■ absolument pas fier [en%]



2.3 Intérêt accru pour la politique

POLITIQUE « De manière générale, quel intérêt portez-vous à la politique ? Vous êtes »

■ très intéressé ■ assez intéressé ■ ne sait pas/ne se prononce pas
■ assez peu intéressé ■ pas du tout intéressé [en%]



Une relation compliquée

Comment la relation entre la Suisse et l'Europe doit-elle évoluer ?

Si les sondés estiment qu'il existe des alternatives à l'UE, ils ne contestent pas l'importance des bilatérales.

En 2018, la mondialisation s'est invitée au cœur du débat public. Tandis que l'introduction de nouveaux droits de douane est sous le feu des projecteurs sur la scène internationale, c'est la nature de la relation avec l'Union européenne (UE) qui anime le débat en Suisse : un accord-cadre verra-t-il le jour ? Dans le cas contraire, qu'advient-il des relations bilatérales ?

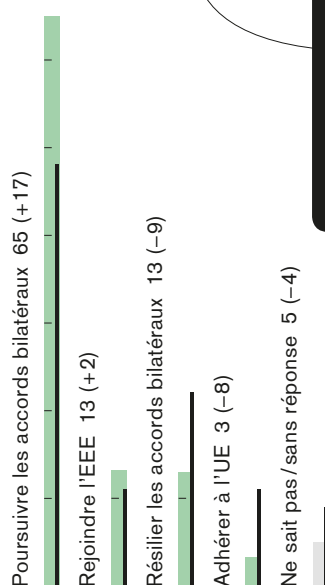
Au moment de la rédaction de cette édition, l'issue des négociations entre la Suisse et l'UE reste ouverte. L'opinion de l'électorat sur les relations extérieures de la Suisse est toutefois intéressante, quel que soit le scénario.

Tout d'abord sur l'UE : bien que la confiance des sondés ait nettement progressé entre 2005 et 2016, grimpant de 20% à 54%, la tendance s'est inversée ces deux dernières années, n'atteignant plus que 34% aujourd'hui [ill. 3.2](#). Au cours de cette période, le Royaume-Uni a opté pour le Brexit, les négociations avec la Suisse sur un accord-cadre ont patiné, la crise migratoire a semé la discorde au sein de l'UE et favorisé l'ascension politique des pourfendeurs de l'institution.

Sans être interrogés sur le facteur décisif de l'érosion de la confiance, 65% des sondés estiment que l'UE a été plutôt, voire clairement affaiblie au cours des douze derniers mois. En outre, une majorité d'entre eux (54%) pense que le renforcement des

82% considèrent les accords bilatéraux comme plutôt, voire très importants.

54% pensent que le renforcement des relations commerciales avec des géants tels que la Chine et les États-Unis pourrait combler les pertes au cas où l'accès au marché unique devrait se dégrader pour l'économie suisse.



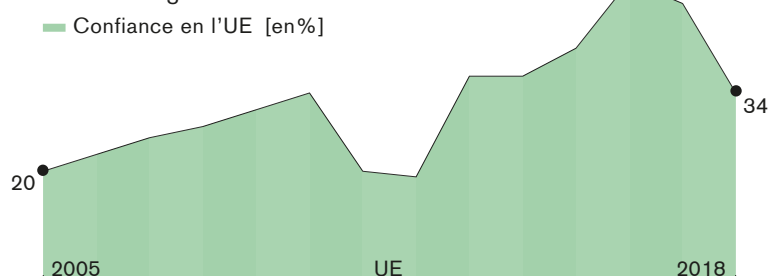
3.1 Pour le statu quo

RELATION AVEC L'UE « Comment la relation entre la Suisse et l'UE doit-elle évoluer ? »

— 2018 — 2017 [en %]

3.2 Crise de confiance

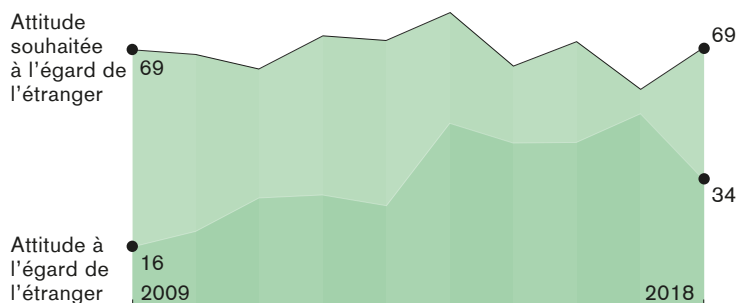
CONFIANCE EN L'UE « Sur cette échelle, quel est votre degré de confiance en cette institution ? »



3.3 Ce qu'ils font et ce qu'ils devraient faire

ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'ÉTRANGER « Quelle est l'attitude des dirigeants politiques suisses à l'égard de l'étranger pour défendre les intérêts du pays ? » – « Quelle attitude devraient-ils adopter ? »

■ Plutôt/très offensive [en %]



relations commerciales avec des géants tels que la Chine et les États-Unis pourrait combler les pertes au cas où l'accès au marché unique devrait se dégrader pour l'économie suisse. Une opinion, qu'Ignazio Cassis ne partage qu'à moitié : « En théorie, cela serait possible, indique le conseiller fédéral et ministre des Affaires étrangères. Mais dans les faits, il faudrait beaucoup de temps. » Il considère cette substitution comme « illusoire », car le volume de nos échanges actuels avec le Bade-Wurtemberg et la Bavière est à lui seul supérieur de près de 25% à celui avec la Chine. Retrouvez l'intégralité de l'entretien avec Ignazio Cassis ainsi que son interprétation des résultats à partir de la p. 58.

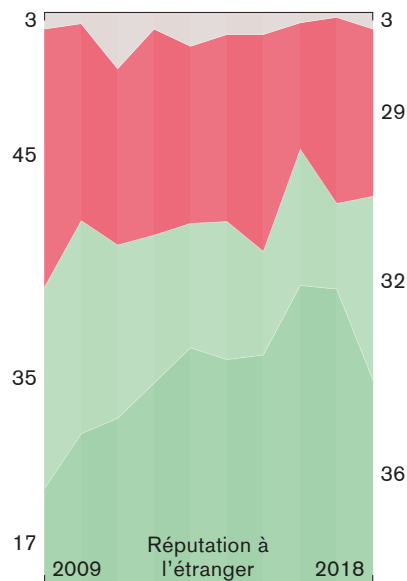
L'opinion des électeurs soutenant la possibilité d'une substitution au volume commercial avec l'UE est relativisée par la question sur l'importance des accords bilatéraux : 82% estiment qu'ils sont importants, voire très importants. Et si l'on insiste et pose la question sur la forme que devrait revêtir la relation avec l'UE : les accords bilatéraux remportent la plus large adhésion avec 65%, soit une hausse de 17 points de pourcentage (pp) par rapport à 2017 [ill. 3.1](#). S'agissant des autres options, 13% des sondés soutiennent une adhésion à l'Espace économique européen (EEE), 13% souhaitent rompre les accords bilatéraux et 3% adhérer à l'UE.

NOTRE ÉCONOMIE EST MIEUX PLACÉE Pour nombre de sondés, l'image de la Suisse à l'étranger ne s'est pas améliorée ces douze derniers mois [ill. 3.4](#) : si en 2016, 52% estimaient que le pays avait gagné en renommée, ils ne sont plus désormais que 36%. Si la confiance en l'UE s'est étiolée, la Suisse n'a pas gagné en popularité dans sa propre population – la relation s'est fondamentalement refroidie.

3.4 La réputation de la Suisse

IMAGE « Comment la réputation de la Suisse à l'étranger a-t-elle évolué au cours des 12 derniers mois ? »

■ Ne sait pas/sans réponse
■ Plutôt/nettement moins bonne
■ Identique
■ Plutôt/nettement mieux [en %]



Après ces résultats, il n'est pas étonnant que seulement 34% des sondés estiment que la politique suisse à l'étranger est offensive. 69% souhaitent que les dirigeants politiques adoptent une attitude plus offensive [ill. 3.3](#).

Malgré la tension sur le front de la politique étrangère, 96% (+7 pp) des sondés estiment que l'économie suisse est mieux placée qu'il y a un an face à la concurrence internationale, une tendance en accord avec les résultats du chapitre 1 ([voir p. 54](#)), lesquels révèlent que la plupart des électeurs ne s'inquiètent pas pour la sécurité de leur emploi. ■

« J'attends que souffle un vent de renouveau »

La copropriétaire et CEO du groupe Weidmann est l'une des femmes les plus influentes de l'économie suisse. Franziska Tschudi Sauber s'exprime sur la numérisation, les droits de douane et la solidité de la Suisse.

Entretien par Manuel Rybach



Franziska Tschudi Sauber (59 ans) est copropriétaire et CEO de Weidmann (anciennement Wicor) Holding AG à Rapperswil. Spécialisé dans l'isolation haute tension, la plasturgie et le travail des fibres naturelles, le groupe emploie 3200 personnes dans le monde. Membre des conseils d'administration de Swiss Life et de Biomed, elle siège également au Comité d'économiesuisse et au Conseil de Swissmem.

Madame Tschudi Sauber, dans l'histoire du Baromètre des préoccupations, le chômage a toujours figuré en tête de liste des inquiétudes en Suisse. Cette année, il n'arrive toutefois qu'en 6^e place (cf. page 54). Pourquoi ?

Je suppose que la situation économique et le faible taux de chômage – 2,4%, un record en dix ans – apportent de la sécurité. Tout comme le recul de l'immigration en Suisse ces dernières années et l'introduction de mesures protectionnistes venant freiner la mondialisation. Ces évolutions ont pu apaiser les craintes de perte d'emploi induite par la concurrence internationale.

L'avenir suscite également de l'optimisme : pour 75% des sondés, il est « peu probable » que les nouvelles technologies leur fassent perdre leur emploi. La menace de l'automatisation est-elle sous-estimée ?

Si les sondés se réfèrent à un futur proche, alors je partage cette confiance. À court terme, nos emplois ne sont pas menacés. Je crains toutefois que les conséquences à long terme des nouvelles technologies ne soient effectivement sous-estimées. Il ne s'agit pas simplement des robots, mais bien de nouveaux modèles de création de valeur qui s'imposeront à nous dans le sillage de la numérisation – et bouleverseront notre marché du travail. Il faut donc réagir à temps : nous devons commencer dès à présent à former les jeunes et à perfectionner nos collaborateurs.

Les conséquences sociales des nouvelles technologies sont ambivalentes. Les déclarations selon lesquelles la technologie améliore la qualité de vie, simplifie le

quotidien et facilite le contrôle étatique remportent une large adhésion.

Une perception nuancée – et l'on peut effectivement se demander comment l'aborder en tant que société. Selon moi, il s'agit essentiellement d'une source d'opportunités. Plutôt que du scepticisme, j'attends davantage de courage et un vent de renouveau face à la numérisation. Également sur le plan politique, car j'ai l'impression que d'autres pays sont bien plus actifs, notamment sur la numérisation des processus et des services.

Les inquiétudes liées à la « nouvelle pauvreté » et aux salaires ont augmenté. Une réaction aux inégalités croissantes ? Ce thème est récurrent dans les médias, mais le fait est qu'en Suisse, les inégalités de revenu et de fortune sont stables depuis longtemps. L'écart n'est pas aussi important que dans d'autres pays. Ces nouvelles inquiétudes doivent néanmoins être prises au sérieux. Elles sont sans doute liées à la stagnation des salaires ces dernières années et au sentiment, surtout éprouvé par la classe moyenne, de subir une pression croissante. Je suppose que la problématique des rentes entre également en jeu : la crainte de ne plus pouvoir maintenir le niveau de vie habituel à la retraite.

En matière de prévoyance vieillesse, les sondés font une distinction : le 3^e pilier rencontre le plus fort écho, tandis que le 1^{er} pilier est à la traîne. Pourquoi la prévoyance privée suscite-t-elle une plus grande satisfaction ? Je pense que les Suisses, soucieux de sécurité, privilégient les instruments sur lesquels ils ont une influence. Et c'est

bien le but du 3e pilier: permettre de gérer soi-même sa propension au risque. L'insatisfaction liée à l'AVS reflète les inquiétudes suscitées par son financement et l'urgence d'une solution soutenable.

Le groupe d'entreprises Weidmann opère à l'international. Ressentez-vous le contexte politique global, et les droits de douane, comme une réelle menace? Nos sites de production sont répartis dans près de vingt pays. Nous sommes donc plutôt bien positionnés s'agissant des droits de douane. D'une manière générale, cette évolution me préoccupe, mais je perçois aussi des opportunités pour la Suisse. En tant que petit pays, nous pouvons agir de manière relativement agile et autonome, et accéder à de nouveaux

marchés via des accords de libre-échange bilatéraux. Il ne s'agit pas seulement d'abaisser les tarifs douaniers, mais de renforcer le partenariat et la confiance, comme l'illustre parfaitement l'exemple de la Chine.

Selon le Baromètre des préoccupations, la sécurité, la neutralité et le paysage sont les trois caractéristiques principales de l'identité suisse. Cette vision plutôt traditionnelle vous surprend-elle? Non, au vu de la hausse des conflits armés et des flux migratoires, cela ne me surprend pas. Le fait que la population soit fière de notre sécurité – permettant à un conseiller fédéral de prendre le tramway sans gardes du corps –, de notre neutralité – qui nous permet de réunir

autour d'une table des parties en conflit –, de nos magnifiques paysages – que nous apprécions et que nous devrions préserver: tout cela me réjouit et m'emplit d'optimisme.

Quels sont les trois éléments qui caractérisent la Suisse, selon vous? En premier lieu la stabilité, fondée sur un système juridique efficace et une économie forte. Ensuite, la solidarité. La population s'engage en faveur des minorités et des plus faibles, ce qui est un vecteur essentiel de la paix sociale. Enfin, la capacité d'innovation et de renouvellement, la crise financière et le choc du franc en étant les exemples les plus probants. Notre capacité à surmonter rapidement de telles crises est tout simplement impressionnante. ■

4

IDENTITÉ

Une identité menacée

Le blocage des réformes, l'immigration et les problèmes avec l'UE sont perçus comme un danger. Mais il y a aussi une bonne nouvelle.

La liste des éléments constituant une menace pour l'identité suisse [ill. 4.1 \(page suivante\)](#) peut être considérée comme l'essence même du chapitre précédent.

Le blocage des réformes arrive en tête – un résultat en accord avec le classement des préoccupations et les priorités politiques de la Suisse ([voir p. 54](#)), où les rentes et la santé (y compris les caisses-maladie) figurent parmi les problèmes les plus urgents à régler. Il n'est donc guère surprenant que le blocage des réformes soit identifié et perçu comme une menace pour l'identité suisse: l'AVS et les soins de santé font partie de l'État social, garant de la cohésion du pays.

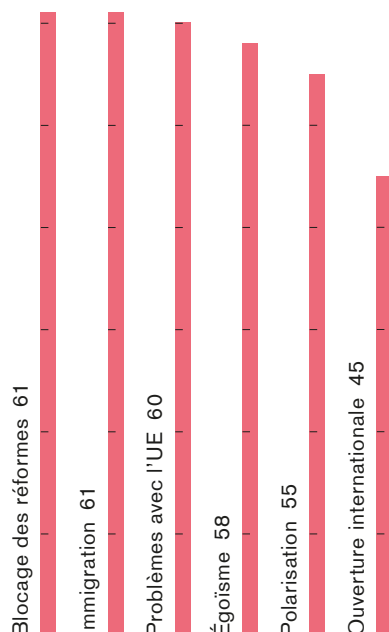
L'immigration occupe la 2^e place: les questions liées à ce thème arrivent traditionnellement en tête de liste des préoccupations. Dans le premier Baromètre des progrès du Credit Suisse*, la déclaration «L'immigration modifie la composition des sociétés» est une évolution que les sondés souhaitent freiner. Les problèmes avec l'UE sont aussi perçus comme potentiellement néfastes pour l'identité suisse. ►

* Lien: credit-suisse.com/progressbarometer

4.1 Ce qui menace la Suisse

MENACE POUR L'IDENTITÉ

«Plusieurs arguments expliquent pourquoi l'identité suisse pourrait être menacée. Selon vous, les éléments suivants menacent-ils l'identité suisse ? » [en%]



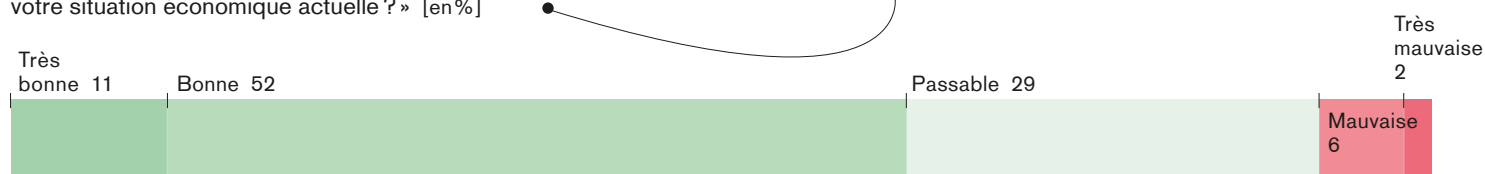
Le chapitre précédent examine l'attitude ambivalente des sondés à l'égard de l'Europe (voir p. 66) : on ne peut pas faire sans elle, mais il est difficile de faire avec elle.

Concernant la position sociale, la réponse sur la composition de la société suisse attire l'attention : 23% se classeraient en bas de l'échelle sociale. S'agissant de leur position il y a vingt ans, seuls 19% indiquent qu'ils appartenaient à la couche la plus basse ill. 4.3. Le fait que les sondés soient cette année plus nombreux à considérer les salaires et la « nouvelle pauvreté » comme le plus gros problème de la Suisse recoupe ce constat (voir p. 54).

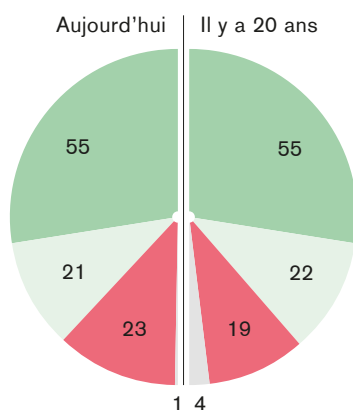
LA VIE EST BELLE Ces préoccupations et la grogne latente qui transparaît dans l'ensemble de l'enquête vis-à-vis du système politique ne doivent pas être sous-estimées. Il convient aussi de relativiser : les sondés estiment leur propre situation très bonne.

4.2 Nous allons bien !

SITUATION ÉCONOMIQUE « Comment évaluez-vous votre situation économique actuelle ? » [en%]



92% estiment leur situation économique passable, bonne, voire très bonne.



4.3 Déclin social


POSITION INDIVIDUELLE « En Suisse, certaines personnes figurent en haut et d'autres en bas de l'échelle sociale. Où vous placeriez-vous sur l'échelle entre le haut (10) et le bas (0) ? »

■ haut ■ intermédiaire ■ bas ■ ne sait pas / sans réponse [en%]

En termes de satisfaction, 89% donnent la note de 5 et plus à leur vie (maximum : 10) et 42% attribuent même la note de 8 et plus. Les valeurs sont tout aussi élevées s'agissant du porte-monnaie : malgré les inquiétudes exprimées au sujet des salaires et de la nouvelle pauvreté, 92% estiment leur situation économique satisfaisante, bonne, voire très bonne ill. 4.2.

L'enquête Sur mandat du Credit Suisse, et en collaboration avec ce dernier, l'institut de recherche gfs.bern a réalisé entre le 26 juin et le 15 juillet 2018 une enquête représentative auprès de 2551 électeurs domiciliés en Suisse. L'erreur d'échantillonnage statistique est de $\pm 3,2$ pp. L'intégralité de l'enquête et d'autres articles peuvent être téléchargés sur : credit-suisse.com/worrybarometer

Impressum Mandana Razavi et Yanik Schubiger dirigent le projet au sein du Credit Suisse. L'analyse a été réalisée par Simon Brunner/Ammann, Brunner & Krobath (rédaction, texte), Bill Schulz/Crafft (mise en page, graphiques) et Basil Stücheli (photos).



61%

sont convaincus que le blocage des réformes menace l'identité suisse.

UZH ALUMNI POLITIKWISSENSCHAFT est une association pour politologues de l'Université de Zurich et de l'EPFZ. Elle organise des événements tels que les « dîners politiques », auxquels participent des personnalités de la sphère politique suisse et internationale, ainsi que des forums pour l'emploi destinés aux étudiants. Fondée en 1999, elle compte 160 membres.



41%

de l'électorat suisse estiment que la santé, c'est-à-dire les caisses-maladie, constitue le plus gros problème du pays.

BARDOGS ZÜRICH est une association de «street workout» de Birmensdorf (ZH), dont les membres s'entraînent ensemble en plein air : tractions à des échelles, flexions abdominales dans des parcs, pompes sur des bancs. Fondée en 2012, l'association compte 36 membres qui participent souvent à des spectacles. Sur le chemin de la professionnalisation : ils ont créé leur propre salle de sport, dénommée «Home of Bardogs» (photo).